

Le mode du 11 Janvier 2007

Au coeur de la campagne, le village d'Ally, en Haute-Loire, est ceinturé par une série d'éoliennes postées sur les crêtes de la bourgade. Les riverains se plaignent des nuisances sonores de ces géants blancs, mais le maire défend ce projet avec force. BRUNO GAUTIER/KR IMAGES POUR " LE MONDE "

L'air froid semble craquer, le ciel est bleu d'azur. Sur la colline en face de la ferme, les éoliennes blanches se découpent nettement. Elles grignotent le silence de cette campagne de Haute-Loire, et on entend le ronronnement régulier des pales qui tournent avec aisance.

Dans le bureau de sa ferme, Yves Bagès parle des 26 engins qui sont arrivés à Ally en 2005 et qui, depuis, divisent le village. " Je n'étais pas opposant de principe, dit-il, j'ai même signé pour que la propriétaire d'un terrain que j'exploite puisse en avoir une. Mais le projet s'est fait en courant, les gens n'ont pas eu le temps de réfléchir. On nous a fait miroiter la taxe professionnelle, mais on ne nous a jamais dit qu'il y aurait des nuisances. "

Les nuisances, c'est le bruit, dans des lieux où l'on est habitué au moteur des tracteurs, aux meuglements des vaches, au chant des oiseaux et aux craquements multiples de la campagne comme au silence de la nuit. " Il y a des jours où ça attaque le moral, où ça vous donne le bourdon. Je ne sais pas comment vous dire, c'est un bruit continu qui vous prend la tête - il y a du bruit tous les jours, sur le tracteur, mais là, c'est pas pareil, c'est tout le temps. Avant, c'était calme, je pensais me retirer ici, mais je ne sais plus si je vais le faire, je suis découragé ", poursuit-il.

La maire d'Ally, Marie-Paule Olagnol, défend fermement la série d'éoliennes qui, postées sur les crêtes, ceinturent maintenant le village. " Le bilan positif est incontestable : les éoliennes ont doublé le nombre de visiteurs de notre ancienne mine d'étain et de nos anciens moulins à vent, même si nous sommes bien conscients que ça ne va pas durer, avec la multiplication des sites en France. " Au-dessus de la ferme d'Yves Bagès, un autre agriculteur, Paul Marchet, se plaint aussi du bruit : " Tout va pour le tourisme, et nous, les péquenots, on s'en fiche. " La maire répond : " On habite sous une éolienne, on les entend, mais bon... Ça ne casse pas les oreilles. " Et d'enchaîner : " Le village a perçu la taxe professionnelle dès la première année, avec la taxe sur le foncier bâti, cela fait 200 000 euros. " Une somme qui compense les désagréments - et l'impact sur le paysage, si difficile à apprécier.

" On ne peut pas dire que ça n'abîme pas le paysage, dit Yves Bagès, en montrant comment les éoliennes encadrent la vue sur le puy de Dôme. Les gens disent "C'est beau, les éoliennes". Je leur dis : "Si vous voyiez ça trois cent soixante-cinq jours par an, vous ne le trouveriez pas beau". "

La zizanie règne à Ally, et le cas n'est pas unique. Dans toute la France rurale, du Nord à la Normandie, de la Bretagne au Massif central, de la vallée du Rhône au Tarn, la polémique agite les villages, dont bien peu acceptent sans broncher les aérogénérateurs. Deux éoliennes ont même été incendiées dans la nuit du 17 au 18 novembre 2006 à Roquetaillade, dans l'Aude. Le sabotage n'a pas été revendiqué.

C'est que les éoliennes, qui commencent à parsemer le paysage, s'annoncent par milliers : le gouvernement a fixé un objectif en juin, dans sa programmation pluriannuelle des investissements de production électrique, d'une puissance éolienne de 13 GW (gigawatts) en France en 2015, soit environ 7 000 aérogénérateurs : dix fois plus qu'aujourd'hui. Si ce plan

parvient à son terme, des milliers de machines de plus de 100 mètres de haut transformeront les campagnes.

Rares sont les communes qui n'ont pas été démarchées par des opérateurs pressés d'installer leurs modernes moulins à vent. C'est que l'Etat, à la suite de nos voisins européens, a fixé en 2001, et confirmé en 2006, un tarif de rachat de l'électricité éolienne avantageux : 8,4 centimes le kilowattheure (kwh), contre un prix du marché de 5 centimes, le nucléaire revenant à 3,5 centimes. Il y a là une marge intéressante pour les entreprises qui sauront l'exploiter.

" Le système de prix crée un pactole, dit Pierre Wirth, président du Comité des parcs et jardins de France. Comme les industriels ont du mal à les installer à cause de la résistance des populations, ils cherchent des communes pauvres où les maires sont plus faciles à convaincre. " L'implantation des éoliennes s'accompagne en effet de la location des terrains (environ 2 000 euros pour chacune) et du versement de taxes aux communes (de l'ordre de 10 000 euros par éolienne) bien utiles dans des terroirs qui se sentent abandonnés.

Il faut aller dans le Gard, non loin d'Uzès, pour rencontrer l'une des âmes de la révolte, le président de Vent de colère, Alain Bruguier. " En 2003, il y avait en France 23 associations de protestation. Aujourd'hui, nous en sommes à 350. Et ça arrive toutes les semaines - tenez, vendredi, celle-ci, l'association Don Quichotte, dans l'Eure. " Alain Bruguier, lui, ressemble plutôt à Sancho Pança : rond, les traits marqués, il parle avec un débit soutenu, et saute d'une idée à l'autre. " J'étais agent technique aux Télécoms - mon père était agriculteur, je n'ai pas fait d'études, j'ai progressé par les concours. J'ai longtemps été président du club de football du lycée de Bagnols-sur-Cèze, et puis de l'association des parents d'élèves, la PEEP, dont je suis devenu président départemental, puis régional. " A la retraite, en 2000, à 55 ans, il a commencé à restaurer une vieille maison qui lui venait de son grand-père, avant que les éoliennes ne surgissent dans sa vie, jusqu'à l'accaparer totalement. " En 2002 nous est arrivé un projet à Saint-Laurent-la-Vernède, dans le Gard.

A cette époque, je ne savais pas du tout ce qu'était l'éolien. Peu à peu, je suis devenu soupçonneux : au début, c'était présenté comme une alternative au nucléaire, puis comme un complément au nucléaire. On a été voir dans l'Aude, le Tarn, l'Aveyron, pour se faire une opinion. Ce qui nous a frappés, c'est le gigantisme des installations et la nuisance sonore. On a pu faire annuler le projet. " Depuis, élu président de Vent de colère en 2003, il parcourt les routes dans sa Peugeot usée, égrenant deux ou trois réunions par semaine dans les villages. " Nous avons quatre arguments contre les éoliennes : c'est un non-sens économique ; le surcoût est imputé au consommateur résidentiel ; cela détruit les paysages ; cela crée des nuisances et dévalorise le prix des terrains.

Si l'on veut faire des efforts sur l'effet de serre, ce n'est pas par l'électricité qu'il faut commencer, mais par le transport, qui est le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France. " Accusé d'être un nucléariste caché, il répond : " Nous disons qu'il faut des économies d'énergie et des énergies renouvelables - le bois, la géothermie, la biomasse -, et limiter la part du nucléaire. Le chauffage électrique des maisons est un non-sens. La France a la plus grande forêt d'Europe, dont l'exploitation raisonnée serait plus utile que les éoliennes. " Si Alain Bruguier a une bête noire, c'est André Antolini, le président du Syndicat des énergies renouvelables (SER). Qui le lui rend bien : " Mes adversaires ? Vent de colère ! " Affable, le président reçoit au Club Saint James, un agréable club-hôtel dans le XVI^e arrondissement de Paris. "

J'ai travaillé dans l'immobilier pendant trente ans, et j'ai présidé la Fédération des promoteurs-constructeurs de 1989 à 1996. Le groupe où je travaillais était en crise, j'ai regardé ailleurs, et

un ami m'a invité à diriger sa société d'éoliennes. Quand je suis arrivé au SER, il n'y avait que 7 adhérents. Maintenant, nous sommes 252.

On est sorti du folklore dans lequel nous maintenaient avec condescendance les pouvoirs publics. " Et de raconter comment il a accompagné la difficile conversion des pouvoirs publics à l'éolien. Pour l'ancien promoteur immobilier, " la seule vraie problématique concerne le paysage : il faut la traiter en amont, de façon soigneuse. Mais nous avons une vision globale du paysage, pas statique ou conservatrice.

Projetez-vous dans une vision dynamique du paysage : peut-être vos enfants trouveront-ils ça très beau. " Il met en avant la politique énergétique : " L'enjeu est la diversification : il ne faut pas mettre tous les oeufs dans le même panier. Le SER est favorable à une place importante du nucléaire dans le mix énergétique. Il ne faut pas opposer énergies nucléaire et éolienne, qui sont cousines. Areva, le fabricant de centrales nucléaires, l'a bien compris, il a pris une participation dans le fabricant d'éoliennes REpower.

Et, par ailleurs, il faut avoir une énergie autonome à l'abri des prix du fossile. Nous garantissons un prix stable pendant quinze ans. " Le problème est de savoir si la solution est suffisamment efficace pour réorienter une politique énergétique marquée par le poids du nucléaire. Pour assurer 1 % de la consommation électrique française, qui est de 482 TWh, il faut environ 1 000 éoliennes de 2 MW ; pour 5 %, 5 000.

Le jeu en vaut-il la chandelle ? Les éoliennes se traduisent, outre l'impact sur le paysage, par le déboisement de parcelles et la création de voies, larges de 6 mètres, souvent dans des espaces sauvages : " Le Massif central avait les coins les plus protégés, notamment sur les sommets, dit Alain Zaugg, infirmier et président du Collectif du Truc de l'homme, en Lozère. On est en train de foutre en l'air ces derniers coins reculés. " Ces constructions pourraient aussi avoir un effet négatif sur le tourisme : " Il ne faut pas oublier que la France est le premier pays touristique au monde, dit Alain Combes, agriculteur et président de Vent de respect, en Ardèche. Les gens ne viennent pas ici seulement pour le camembert et les jolies filles.

" Les écologistes commencent d'ailleurs à douter : pour Jacky Bonnemains, de l'association Robin des bois, " l'industrie éolienne suit les mêmes tendances au gigantisme, à la corruption et au baratin que d'autres sources d'énergie. Etre pour l'éolien, c'est du politiquement correct ". Nicolas Hulot est sorti de ce politiquement correct sur RMC le 8 novembre : " Il faut cesser de miter le paysage avec les éoliennes. Evidemment que je suis pour les éoliennes, mais pas comme on le fait actuellement. On vient dire aux maires : ça va être pour vous une rente, et c'est le seul motif de décision. " Les financiers et les industriels qui ont investi le secteur ont évidemment une autre approche.

Olivier Duguet, par exemple, PDG de La Française d'éoliennes. Il était gérant d'un fonds d'investissement dans les années 1990, avant de s'y intéresser et de créer son entreprise. " Sur un siècle, les fossiles vont renchérir, dit-il. Avec le CO2 et l'augmentation des prix du pétrole, il y a un avantage énorme à être dans les énergies renouvelables. Vous pouvez voir venir le déluge : dans quinze ans, quand il n'y aura plus de tarif de rachat, l'investissement aura été amorti, la matière première restera gratuite, le prix sera très faible. " Le problème, bien sûr, c'est d'éviter le déluge. Autrement dit, d'avoir une politique énergétique vraiment différente. " Si on ne fait pas des économies d'énergie, les éoliennes ne présentent pas d'intérêt, dit Jean-Louis Bal, directeur des énergies renouvelables à l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). C'est malheureusement un peu ce qui se passe. " Non seulement la consommation électrique française ne diminue pas, mais, selon RTE (Réseau de transport d'électricité), elle continue de croître. Selon une projection du ministère de l'industrie, la

demande énergétique pour l'électricité augmentera de 1,5 % par an sur la période 2000-2030 - alors que la croissance globale de la demande énergétique française ne sera, elle, que de 0,9 % sur cette même période.

Le secteur électrique devrait même mettre en service des centrales thermiques d'une puissance globale de 10 000 MW dans les prochaines années, qui émettront du gaz carbonique. Il n'y a d'ailleurs pas de corrélation entre le nombre d'éoliennes et la limitation des gaz à effet de serre : l'Espagne, championne des éoliennes avec plus de 10 000 machines, a vu ses émissions de CO2 croître de 45 % depuis 1990, dépassant largement le seuil fixé pour elle par le protocole de Kyoto (15 %). " Il est évident que le premier gisement d'énergie est la non-consommation d'électricité, reconnaît Jérôme Billerey, président d'Aérowatt, un autre opérateur éolien.

Mais cela ne rapporte rien, sinon à la planète. " Tout se passe comme si le développement des éoliennes promu par l'Etat servait d'alibi écologique à une politique énergétique incapable de réduire la consommation. Il reste que l'intérêt des communes rurales en déshérence favorise l'implantation des aérogénérateurs. " L'éolien n'est pas une ressource d'énergie, mais une ressource financière pour les communes et pour les particuliers ", déplore Alain Gest, député (UMP) de la Somme, où 1 500 projets sont envisagés. Mais comment résister ? " Dans le Mézenc, dans le sud de la Haute-Loire, on va tomber à moins de 10 habitants au mètre carré, dit Gérard Roche, président (div. droite) du conseil général. Renoncer à la taxe professionnelle pour protéger le paysage, c'est un choix terrible pour un maire. On ne peut pas dire "Vos paysages sont formidables, mais il n'y a pas d'éoliennes et on vous laisse couler". "

Hervé Kempf © Le Monde